

Éditorial

Se calmer avant la mise sous tutelle

Stéphanie Arboit

Journaliste
Vaud et régions



À l'Exécutif de Vevey, les conflits ont démarré autour des locatifs communaux. Ils se sont davantage envenimés avec l'affaire Girardin, du nom du municipal socialiste accusé de gestion déloyale d'intérêts publics. Un camp regarde l'autre en chien de faïence, l'accusant de couvrir Lionel Girardin. L'autre faction dénonce des violations du secret de fonction. L'image de la Municipalité - passant pour complotiste et belliqueuse - est salement écornée, à tel point que des citoyens vont manifester ce jeudi devant le Conseil communal pour dire leur ras-le-bol.

«Le sens politique n'est pas quelque chose d'inné, mais il peut se développer»

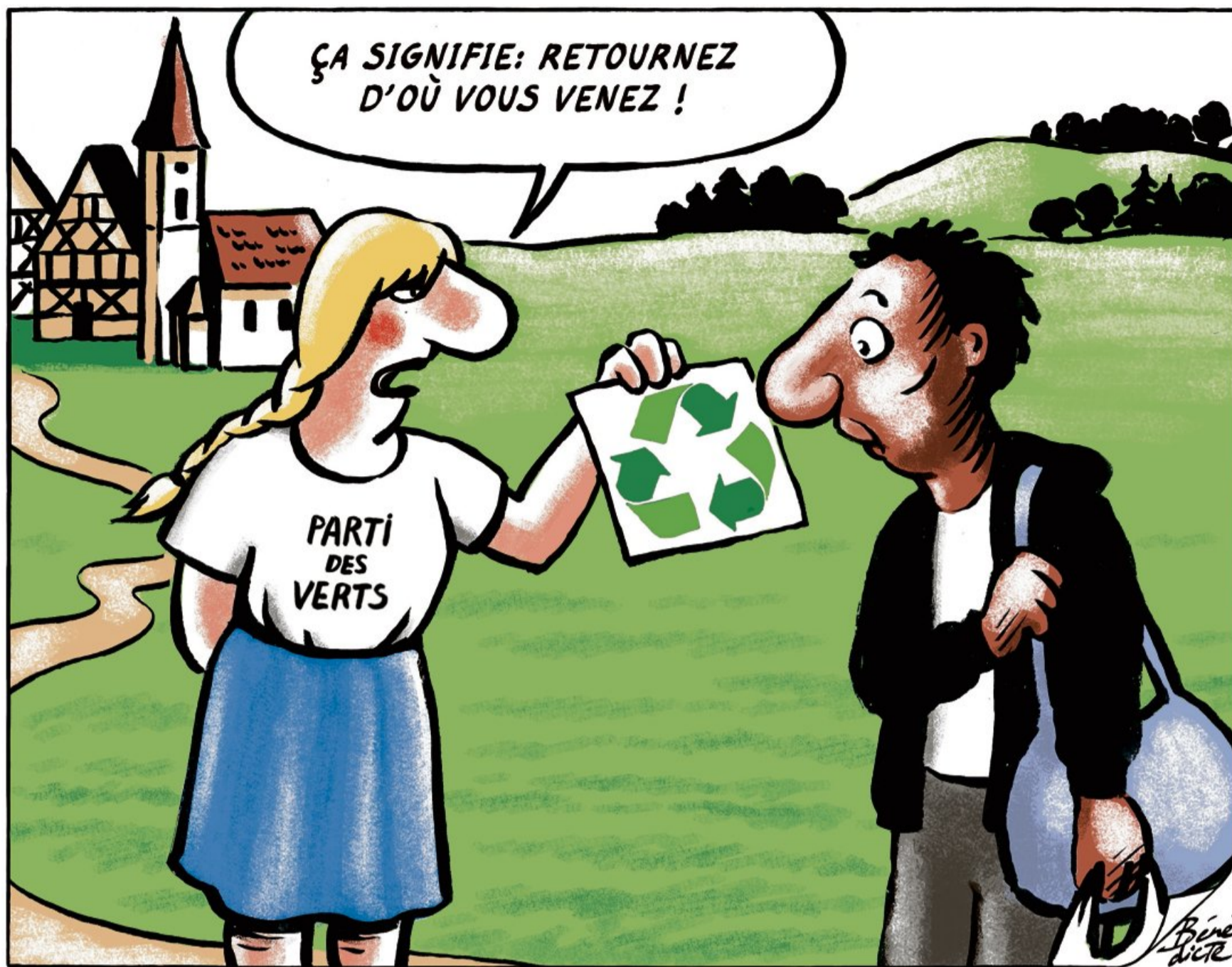
Dès lors, l'idée d'une démission en bloc, d'abord portée uniquement par le PLR, fait son chemin, jusqu'à l'extrême gauche. Une pétition dans ce sens circulera ce jeudi. Dans cette voie apparemment sans issue de conflits internes récurrents, une démission en bloc semble de prime abord la seule solution. Sauf que Lionel Girardin est, pour l'heure, suspendu de ses fonctions jusqu'au 31 décembre. Que se passerait-il si sa suspension n'était pas reconduite, et que les quatre autres municipaux démissionnaient dans l'intervalle? Il serait le seul survivant à l'Exécutif, lui qui a pourtant été rémunéré (241 000 fr. au moins) par la fondation dont il était président, ce qui n'aurait pas dû se produire.

Passé le rictus qu'inspire cette situation ubuesque, reste le constat sans appel: les deux camps doivent revenir au calme. Sans aucun délai. D'autant que plusieurs sources s'accordent à dire que la plupart des décisions se prennent correctement concernant la gestion quotidienne de la ville, malgré le climat délétère.

Pour faire la paix, le sens politique n'est certes pas quelque chose d'inné, mais il peut se développer. Que les idéalistes, d'un côté, apprennent à faire des compromis sans avoir l'impression de vendre leurs âmes au diable. Que les pragmatiques, de l'autre, se rappellent qu'ils doivent respecter l'adversaire et ne pas avancer à la façon de bulldozers. «Le principal risque est que le Conseil d'État, lassé de ces histoires, ordonne la mise sous tutelle de la ville. Ce serait une catastrophe», souligne une source proche du dossier. À neuf mois de la Fête des Vignerons, Vevey ne peut se permettre de gâcher sa célébration.

Page 5

Bénédicte Les Verts anti-immigration cartonnent en Bavière



Réflexions

L'info ne vaut que si elle est partagée par tous

L'invité

Grégoire Junod
Syndic
de Lausanne



Si vous vivez dans la région lausannoise, vous pourrez découvrir cette semaine la deuxième édition du «Journal de la Ville de Lausanne» inséré dans «LausanneCités». C'est le nouveau bulletin communal d'information appelé à paraître toutes les deux semaines. Son but: renseigner les citoyennes et citoyens sur les manifestations et prestations offertes par la Ville, les démarches pratiques, les grands projets... Un complément souhaité par la Municipalité à l'information nombreuse diffusée sur les différents supports de communication (site internet, réseaux sociaux, application).

À juste titre, on pouvait s'attendre à ce que ce nouveau produit soit scruté de près; l'information, lorsqu'elle émane d'une autorité, n'est pas anodine. N'est-elle pas trop politique, trop partisane? Même si la Ville s'est donné d'importants garde-fous avec un comité de rédaction indépendant de «LausanneCités» et autonome de la Municipalité, la question est légitime.

Après avoir débuté au Conseil communal, le débat s'est déplacé dans les colonnes de «24 heures», sous la plume de son rédacteur en chef Claude Ansermoz: pourquoi la Ville s'est-elle associée à «LausanneCités», sans réaliser d'appel d'offres? Comparez entre les lignes: pourquoi n'a-t-elle pas choisi «24 heures», plus grand quotidien vaudois?

Même si la question est avant tout rhétorique - Tamedia, l'éditeur de «24 heures», écarte d'emblée tout intérêt pour des aides directes -, prenons la peine de nous y arrêter. Et la réponse coule de source:

«LausanneCités» demeure à ce jour le seul journal gratuit diffusé à tous les ménages lausannois.

L'argument n'a rien de factice: la loi sur les marchés publics impose des appels d'offres sauf lorsqu'il n'y a qu'un seul prestataire. Or c'est bel et bien le cas. L'affirmer ne dénote aucun signe de mépris pour qui que ce soit, ni pour «24 heures» bien sûr, qui se démarque de ses concurrents dans sa couverture de l'actualité locale, ni pour ses lecteurs, pas plus bien entendu que pour toutes celles et tous ceux pour qui «LausanneCités» est le seul journal reçu à domicile. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si plusieurs villes suisses ont fait le choix d'une collaboration avec le «gratuit» de leur région pour diffuser leurs informations communales. Lausanne n'a rien inventé.

«Plusieurs villes suisses ont fait le choix d'une collaboration avec le «gratuit» de leur région»

Reste enfin le coût de l'opération, 170 000 francs par année, auquel s'ajoutent 70 000 francs d'achats d'annonces destinés aux journaux de la place: «24 heures», «Le Temps», «La Liberté», «Le Courrier» et les journaux de quartier. Ces sommes sont entièrement compensées par des économies réalisées sur des publications éditées jusqu'à ce jour par la Ville. Le «Journal de la Ville de Lausanne» ne coûtera donc pas 1 franc de plus au contribuable lausannois, mais il lui offrira une fenêtre d'information sur la vie lausannoise.

Et si nous laissons d'abord les Lausannoises et Lausannois juger?

Laisser sombrer l'avenir des enfants de l'«Aquarius»?

L'invité

Vito Angelillo
Directeur général
Terre des hommes-
Aide à l'enfance



Ils ont 12 ou 16 ans. Ils ont fui l'indicible et se retrouvent seuls. La plupart des enfants et des adolescents sauvés par l'*Aquarius* ont vu mourir un compagnon d'exil sous leurs yeux. Nigériens, Érythréens, Maliens, migrants, qu'importe! Ce sont d'abord des enfants. Traumatés, sans repères, ils dérivent à côté de chez nous. Ils n'ont pas forcément rêvé d'Europe. Les voies de passage et les trafiquants ont le plus souvent décidé pour eux.

Aujourd'hui, le fait que ce navire de sauvetage en Méditerranée soit empêché de sauver des vies, amarré sans pavillon au port de Marseille, est très préoccupant. Son équipage est contraint à l'impuissance face à une catastrophe humanitaire qui se déroule à quelques encablures. Ce gâchis pourrait être évité si la Suisse acceptait d'accorder son pavillon à ce bateau.

La patrie d'Edmond Kaiser et d'Henri Dunant doit aider l'*Aquarius* à porter secours aux enfants perdus en mer. La mission de ce navire s'inscrit dans la tradition humanitaire de notre pays. En offrant son pavillon au célèbre navire de sauvetage, la Suisse témoigne au monde entier de son attachement aux valeurs humanitaires et au respect du principe de neutralité. Surtout, elle met fin à un scandale qui a trop duré.

Le Conseil fédéral doit entrer en matière sur l'interpellation des conseillers nationaux Ada Marra, Guillaume Barazzone et Kurt Fluri, inquiets à juste titre du drame qui se joue en mer. Il

doit permettre à l'organisation SOS Méditerranée de porter secours aux hommes, aux femmes et aux enfants en danger de mort. Il peut le faire en toute légalité.

La Confédération doit aussi s'engager à accueillir ces jeunes avec dignité. Considérer davantage les traumatismes vécus par ces enfants durant leur périple et instaurer des structures d'accueil adaptées de manière uniforme, dans tous les cantons.

«Nigériens, Érythréens, Maliens, migrants, qu'importe! Ce sont d'abord des enfants. Traumatés, sans repères, ils dérivent à côté de chez nous»

Au lieu de cela, aujourd'hui, dans certains cantons suisses, des mineurs peuvent se retrouver en centre de détention en raison de leur statut migratoire au lieu d'être pris en charge dans des structures non privatives de liberté.

Soutenir l'*Aquarius*, c'est rendre leurs droits aux enfants parmi les plus vulnérables. Le droit à un toit, à grandir en sécurité, à accéder à une éducation. La Confédération, signataire de la Convention internationale des droits de l'enfant, a une carte importante à jouer pour l'avenir de ces jeunes.

Au-delà de la protection d'un pavillon rouge et blanc, répondre à l'espoir des enfants de l'*Aquarius* relève de notre devoir. Un simple geste d'humanité, enfin.